



NATIONS UNIES

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(30 mars 1960 — 15 mai 1961)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-DEUXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

NEW YORK

entre le Secrétariat de la CEPAL et le Centre démographique de l'Amérique latine en ce qui concerne les études et l'aide fournie aux gouvernements dans le même domaine,

Décide :

1. De recommander que soit renforcé le programme démographique régional des Nations Unies, avec, si possible, l'aide d'autres organismes, de façon qu'il puisse satisfaire efficacement en Amérique latine les besoins de recherche démographique en vue de l'établissement de programmes de développement économique et social ;

2. D'inviter le Secrétariat :

- a) A exécuter et à étendre, en collaboration avec le Centre démographique de l'Amérique latine, un programme d'études et d'assistance aux gouvernements, dans lequel il traitera par priorité d'une meilleure utilisation des résultats des nouveaux recensements de population dans l'élaboration de la politique du développement économique et social et encouragera la réalisation d'études de cas en cette matière ;
- b) A consacrer provisoirement, dans le cadre d'un tel programme et en attendant que l'on dispose des résultats détaillés des nouveaux recensements, une part importante des ressources disponibles à l'étude de la définition de concepts et de méthodes d'analyse, notamment en ce qui concerne la répartition de la population entre les villes, les villages et les zones rurales, les migrations internes, l'importance et les caractéristiques de la main-d'œuvre et ses tendances ;
- c) A lui soumettre, lors de sessions futures de la Commission, des rapports sur les progrès accomplis et sur les enquêtes en matière démographique qui présentent un intérêt pour la politique économique et sociale.

13 mai 1961.

188 (IX). Aspects sociaux du développement

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant qu'il est généralement admis qu'il est nécessaire de compléter le développement économique des pays d'Amérique latine par un développement social réalisé simultanément,

Considérant que ceci signifie, d'une part, qu'il se présente des facteurs essentiels dans le développement économique dont il faut tenir compte dans tout projet de programmation, et, d'autre part, qu'il faut s'efforcer dans toute la mesure du possible de réaliser un développement économique-social intégré qui inspire les objectifs de la politique sociale,

Considérant que, bien que ces nécessités soient généralement reconnues, on ne dispose actuellement ni de données empiriques de base ni d'un nombre suffisant de spécialistes dûment instruits de la théorie et des techniques de la planification sociale,

Prend note avec satisfaction des efforts déployés par le Secrétariat dans ce domaine, conformément aux résolutions 82 (VI) et 124 (VII), et considère comme très

utile le fait que le Secrétariat, conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la Direction des affaires sociales et la Direction des opérations d'assistance technique de l'ONU, ait réuni le Groupe de travail sur les aspects sociaux du développement économique, qui s'est tenu à Mexico du 12 au 21 décembre 1960 ;

Demande au Secrétariat :

1. De poursuivre les activités de ce genre par la réunion de groupes de travail sur les aspects sociaux du développement économique sur le plan régional et, avec le concours de l'UNESCO, de la Direction des affaires sociales de l'ONU et d'autres organismes, de convoquer aussi rapidement que possible une deuxième réunion d'experts qui prendront, comme il conviendra, pour base de leurs travaux les recherches indiquées dans le rapport de la réunion de Mexico ;

2. De collaborer, lorsque les gouvernements en feront la demande, à l'organisation de réunions du même genre sur le plan national ;

3. D'étudier le problème de la formation de spécialistes de la planification sociale et de présenter des propositions de solution.

13 mai 1961.

189 (IX). Problèmes sociaux de l'Amérique latine

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Consciente de la nécessité d'attacher l'attention qui convient aux problèmes sociaux, afin de formuler les mesures de politique économique-sociale propres à élever le niveau de vie des populations de l'Amérique latine,

Exprimant la préoccupation que lui cause le besoin urgent d'améliorer la situation sociale dans les pays de l'Amérique latine,

Considérant qu'une connaissance plus approfondie des grands facteurs qui déterminent la situation sociale pourrait être utile dans l'élaboration de plans appropriés en vue d'un développement économique et social équilibré et des divers programmes de politique sociale,

Décide d'inviter le Secrétariat à effectuer, en collaboration avec les organismes nationaux et internationaux intéressés aux questions sociales, et dans le plus bref délai possible, une étude tendant à déterminer et à analyser les grands facteurs de caractère social et des structures institutionnelles dont il y a lieu de tenir compte en Amérique latine dans une politique efficace de développement économique-social.

13 mai 1961.

190 (IX). Décentralisation des rouages de l'administration

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que l'un des facteurs qui freinent le développement économique intégral et simultané de la région est la répartition géographique inégale des activités économiques à l'intérieur de chaque pays,

Considérant que cette concentration des activités économiques est généralement la conséquence de la centralisation des organes et mécanismes du pouvoir politique dans une ou quelques villes, le reste du pays étant ainsi privé des moyens nécessaires à son développement autonome,

Décide de recommander au Secrétariat de la CEPAL et à l'administration de l'assistance technique l'étude des effets favorables qu'aurait, pour le développement harmonieux des pays de la région, la décentralisation des mécanismes du pouvoir politique et de ses organes de mise en œuvre ou de contrôle administratif.

13 mai 1961.

191 (IX). Formation ouvrière concernant les problèmes du développement économique et social

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Reconnaissant qu'il est nécessaire que les forces du travail participent aux tâches de la planification économique et sociale,

Reconnaissant la nécessité d'intensifier la diffusion des méthodes d'analyse et d'évaluation des problèmes du développement économique et social,

Recommande :

1. Au Secrétariat de la CEPAL d'examiner comment l'on pourrait préparer à l'intention des ouvriers, en collaboration avec l'OIT et les organismes nationaux compétents, des cours de formation et de discussion des problèmes du développement économique et social qui pourraient avoir lieu dans les divers pays en même temps que les cours intensifs organisés avec le concours du programme d'assistance technique ;

2. Aux gouvernements de s'efforcer, dans les cycles d'étude régionaux de planification générale en matière économique et sociale qui traitent de questions qui présentent un intérêt direct pour la classe ouvrière d'Amérique latine, d'assurer la représentation des forces du travail dans leurs délégations.

13 mai 1961.

192 (IX). Expansion et amélioration de l'enseignement

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que tant le niveau moyen que l'orientation de l'enseignement général et professionnel en Amérique latine limitent dans une large mesure, au lieu de les favoriser, les plans et aspirations de développement économique et social des pays de la région,

Considérant que les crédits consacrés au financement des systèmes nationaux d'enseignement constituent un investissement extrêmement rentable, tant sur le plan individuel que social, et qu'ils sont absolument insuffisants pour satisfaire comme il convient les besoins de l'Amérique latine en matière d'enseignement,

Notant qu'il est indispensable, en élaborant les plans de développement économique et social et ceux du déve-

loppement de l'enseignement, de tenir compte de la réaction réciproque des deux facteurs sus-indiqués, ce qui rend nécessaire d'établir une liaison permanente entre les organismes chargés d'établir les plans d'action dans ces domaines,

Rappelant la résolution 176 (AC.45) adoptée par son Comité plénier et relative à la proposition de l'UNESCO tendant à tenir une conférence interaméricaine sur l'enseignement et le développement économique et social,

Prenant note avec satisfaction du fait que cette conférence se tiendra sous les auspices de l'UNESCO, de la CEPAL et de l'OEA, avec la collaboration de l'OIT, de la FAO, de l'OMS et du FISE ainsi que d'universités et de centres de recherche de l'hémisphère, et qu'elle aura lieu à Santiago du Chili du 4 au 26 décembre 1961,

Recommande :

1. Que soient étudiés de façon approfondie, lors de cette réunion, les problèmes complexes que posent les rapports entre le développement économique et social et la structure et l'orientation des systèmes scolaires, ainsi que l'intégration des plans de développement de l'enseignement aux plans nationaux de développement ;

2. Que les gouvernements de l'Amérique latine intensifient leurs efforts en vue d'assurer l'extension et l'amélioration de l'enseignement général et de la formation professionnelle, grâce à des plans intégraux d'enseignement liés à ceux du développement économique et social, comme le propose le Projet de l'UNESCO sur l'extension et l'amélioration de l'enseignement primaire en Amérique latine, et qu'ils tiennent compte des besoins des années à venir en ce qui concerne le nombre de professionnels et de techniciens, le genre et le degré de spécialisation ;

3. Que l'on augmente les budgets de l'enseignement de la manière convenable pour atteindre ces objectifs et que les organismes internationaux de crédit compétents considèrent avec bienveillance le financement des plans d'enseignement, notamment en ce qui concerne les locaux scolaires ;

4. Que les organismes chargés d'établir les plans économiques et ceux de l'enseignement prennent des mesures destinées à établir les relations les plus étroites de travail, dans l'intérêt commun des études, plans et objectifs qu'ils se proposent de réaliser et d'atteindre ;

5. Que l'UNESCO et la CEPAL établissent, en collaboration avec les autres organismes internationaux, des formules de coopération systématiques et permanentes dans leurs travaux, tant sur le plan régional que dans les activités qu'ils effectuent dans les pays par leurs missions d'assistance technique ;

6. Que soient inscrits au programme du futur Institut latino-américain de planification du développement économique des cours spéciaux de planification de l'enseignement ³⁴.

13 mai 1961.

³⁴ Voir résolution 199 (IX).